

TABLE DES MATIERES

	Folio
Avertissement	V
Mots-clés	VII
Table des matières	IX
Table chronologique	XIX
Table analytique	XXIII

CONSTITUTION

Constitution coordonnée le 17 février 1994	3
Loi du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des ministres	29
Loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région	33
Loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle (extrait: art. 1er à 30quater)	37

CODE PENAL

Code pénal (1867)	45
Code pénal (2024)	161

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

Code d'instruction criminelle (L. du 17 novembre 1808)	249
Loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale	253
Arrêté royal du 25 avril 2014 portant exécution de l'article 464/4, § 1er, du Code d'instruction criminelle	427
Arrêté royal du 18 février 2016 portant exécution de l'article 204, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle	429

DROITS DE L'HOMME

Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, faite à Rome le 4 novembre 1950 et approuvée par la loi du 13 mai 1955	435
Protocole additionnel du 20 mars 1952 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Paris le 20 mars 1952 et approuvé par la loi du 13 mai 1955	445
• Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort, fait à Strasbourg le 28 avril 1983 et approuvé par la loi du 4 décembre 1998	
Protocole n° 7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984 et approuvé par la loi du 6 mars 2007	447
• Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, et Annexe, faits à Strasbourg le 11 mai 1994 et approuvés par la loi du 27 novembre 1996 (Voyez Convention 4 novembre 1950, art. 19 à 51, tels que modifiés)	
• Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, fait à Vilnius le 3 mai 2002 et approuvé par la loi du 13 mai 2003	

	Folio
Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966 et approuvé par la loi du 15 mai 1981 (extrait: art. 1er à 27)	449
• Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, fait à New York le 15 décembre 1989 et approuvé par la loi du 4 décembre 1998	
Convention entre les Etats membres des Communautés européennes relative à l'application du principe ne bis in idem, faite à Bruxelles le 25 mai 1987 et approuvée par la loi du 13 mai 1999	453
Charte du 12 décembre 2007 des droits fondamentaux de l'Union européenne	455
• Loi du 12 mai 2019 portant création d'un Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains	
 <i>UNION EUROPEENNE</i>	
Traité du 25 mars 1957 sur le fonctionnement de l'Union européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957. Version consolidée conformément au Traité de Lisbonne du 13 décembre 2007 (extrait: art. 82 à 86)	461
 <i>CODE JUDICIAIRE</i>	
Code judiciaire (L. du 10 octobre 1967) (extrait: art. 1er-57, 58-65bis, 76-80bis, 87-94, 101-102, 109bis, 114-156/1, 163, 186, 186bis-196quinquies, 203-214, 216bis, 217-259undecies/2, 309/2, 326, 555/6-555/16, 617, 635, 664-699ter, 743-744, 779-780, 806, 819, 828-847, 1022, 1046, 1050 et 1412bis)	465
 <i>CODE CIVIL</i>	
Code civil (L. 13 avril 2019) (extrait: art. 6.5-6.11, 6.24, 6.25 et 6.35)	561
 <i>LOIS SPECIALES</i>	
<i>AMENDES PENALES</i>	
Loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales	565
 <i>ARMES</i>	
Arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi sur les armes	567
Loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes ("Loi sur les armes") (extrait: art. 1-35 et 46)	575
 <i>ASSISTANCE JUDICIAIRE - COPIE DOSSIER REPRESSIF</i>	
• Loi du 7 janvier 1998 relative à l'assistance judiciaire pour la délivrance de copies de pièces du dossier judiciaire en matière pénale	
 <i>BLANCHIMENT</i>	
• Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme, faite à Varsovie le 16 mai 2005 et approuvée par la loi du 29 août 2009	
Arrêté royal du 3 juin 2007 portant exécution de l'article 28 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme	589

Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces

591

• **Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018** modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

• **Directive (UE) 2018/1673 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018** visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal

CASIER JUDICIAIRE

• **Loi du 8 août 1997** relative au Casier judiciaire central (*Voyez Code d'instruction criminelle, L. II, T. VII, Chap. 1er*)

• **Arrêté royal du 19 juillet 2001** relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central

• **Arrêté royal du 19 juillet 2001** portant exécution de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central

• **Circulaire du 30 août 2001** relative au Casier judiciaire central

• **Arrêté royal du 21 novembre 2016** fixant les modalités de délivrance des extraits de casier judiciaire aux particuliers

• **Circulaire n° 260 (s.d.)** - Connexion des communes au Casier judiciaire central - données qui doivent être communiquées au Casier judiciaire central

• **Circulaire n° 264 du 22 décembre 2017** - Connexion des communes au Casier judiciaire central

• **Circulaire n° 278 (s.d.)** - Circulaire complémentaire à la circulaire n° 264 relative à la connexion des communes au Casier judiciaire central

CIRCONSTANCES ATTENUANTES

Loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes

651

CIRCULATION ROUTIERE

Loi relative à la police de la circulation routière, **coordonnée le 16 mars 1968**

653

Loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (extrait: art. 1er, 13-19 et 29bis-29ter)

689

Arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière

693

CODE MEDICAL

Voyez aussi v° "Droit médical" dans le tome CLC 1A "Droit civil - Droit judiciaire - Droit international privé"

Loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes

709

Loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie

717

• **Loi du 22 août 2002** relative aux droits du patient (*Voyez pour le texte intégral CLC 1A, v° "Droit médical"*)

• **Loi du 26 mars 2003** réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexplicable d'un enfant de moins de dix-huit mois (*Voyez pour le texte intégral CLC 1A, v° "Droit médical"*)

• **Loi du 7 mai 2004** relative aux expérimentations sur la personne humaine

• Loi du 7 mai 2017 relative aux essais cliniques de médicaments à usage humain	
Loi du 15 octobre 2018 relative à l'interruption volontaire de grossesse, abrogeant les articles 350 et 351 du Code pénal et modifiant les articles 352 et 383 du même Code et modifiant diverses dispositions législatives (extrait: art. 1er-7)	723
CRIMES DE DROIT INTERNATIONAL	
• Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, faite à New York le 14 décembre 1973 et approuvée par la loi du 27 avril 2004	
Convention européenne sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, faite à Strasbourg le 25 janvier 1974 et approuvée par la loi du 27 février 2003	725
Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome le 17 juillet 1998 et approuvé par la loi du 25 mai 2000	727
• Loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire (<i>Voyez C. pén., art. 43quater, 70, 91 et Titre Ierbis, art. 136bis-136octies; C. i. cr., Tit. prélim., art. Ierbis, 6, 7, 10, 12-12bis et 21; C. i. cr., art. 86bis, 86quinquies, 90ter et 104</i>)	
Loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux	759
• Circulaire ministérielle du 30 novembre 2016 relative à la coopération avec la Cour pénale internationale et les Tribunaux pénaux internationaux	
CYBERCRIMINALITE	
Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, faite à Budapest le 23 novembre 2001 , et approuvée par la loi du 3 août 2012	783
• Directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil	
• Directive 2013/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 relative aux attaques contre les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil	
• Directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil	
• Règlement (UE) 2021/1232 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 relatif à une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 2002/58/CE en ce qui concerne l'utilisation de technologies par les fournisseurs de services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation pour le traitement de données à caractère personnel et d'autres données aux fins de la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne	
• Règlement (UE) 2023/1543 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux injonctions européennes de production et aux injonctions européennes de conservation concernant les preuves électroniques dans le cadre des procédures pénales et aux fins de l'exécution de peines privatives de liberté prononcées à l'issue d'une procédure pénale	
• Deuxième Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité relatif au renforcement de la coopération et de la divulgation de preuves électroniques (STCE n° 224)	
• Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité, adoptée le 24 décembre 2024 par la résolution 79/243 (pas encore en vigueur)	

DETENTION PREVENTIVE

Loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante	795
Loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive	797
• Loi du 23 mars 2017 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôles prononcées à titre d'alternative à la détention préventive	

ECONOMIE

Arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations	813
Arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités	815
Loi du 4 mai 2023 relative au Registre central des interdictions de gérer	817
Arrêté royal du 16 novembre 2023 portant exécution de la loi du 4 mai 2023 relative au Registre central des interdictions de gérer	821
Code de droit économique (L. 28 février 2013) (extrait: art. I.1, art. II.1 à II.4, art. III.82 à III.90, art. XV.1 à XV.3, art. XV.69 à XV.74, art. XV.125/5 à XV.132, art. XX.229 à XX.231 et art. XX.234)	823
Code des sociétés et des associations (L. 23 mars 2019) (extrait: art. 1:1 à 1:7, art. 2:74, art. 2:108, art. 2:145, art. 3:1, art. 3:5 à 3:6, art. 3:10, art. 3:12, art. 3:19, art. 3:43 à 3:46, art. 3:96 à 3:97, art. 5:1, art. 5:76 à 5:78, art. 5:133, art. 5:142, art. 5:158, art. 6:1, art. 6:128, art. 7:1 à 7:2, art. 7:197, art. 7:212 à 7:213 et art. 7:232)	837

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Loi du 1er octobre 1833 sur les extraditions	851
Loi du 15 mars 1874 sur les extraditions	853
Convention européenne d'extradition , faite à Paris le 13 décembre 1957 et approuvée par la loi du 22 avril 1997	855
Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale , faite à Strasbourg, le 20 avril 1959 et approuvée par la loi du 19 juillet 1975	865
• Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, fait à Strasbourg le 17 mars 1978 et approuvé par la loi du 29 janvier 2002	
• Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg le 8 novembre 2001 et approuvé par la loi du 18 février 2009	
Traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, fait le 27 juin 1962 et approuvé par la loi du 1er juin 1964	871
Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Strasbourg le 21 mars 1983 et approuvée par la loi du 19 juin 1990	877
• Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, fait à Strasbourg le 18 décembre 1997 et approuvé par la loi du 26 avril 2005	
Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 et approuvée par la loi du 18 mars 1993 (extrait: art. 1er, art. 39 à 119 et art. 134 à 142)	881

• **Convention** établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le **10 mars 1995** et approuvée par la **loi du 27 mai 2002**

• **Convention** établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à l'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne, faite à Dublin le **27 septembre 1996** et approuvée par la **loi du 3 juillet 2001**

Convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le **29 mai 2000** et approuvée par la **loi du 11 mai 2005** 901

• **Protocole** à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, fait à Luxembourg le **16 octobre 2001** et approuvé par la **loi du 11 mai 2005**

• **Décision-cadre (2002/584) du Conseil du 13 juin 2002** relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres

Loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen 911

Loi du 9 décembre 2004 sur la transmission policière internationale de données à caractère personnel et d'informations à finalité judiciaire, l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90ter du Code d'instruction criminelle 921

• **Directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014** concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale

Loi du 9 avril 2017 relative à la décision de protection européenne 925

Loi du 22 mai 2017 relative à la décision d'enquête européenne en matière pénale 931

• **Règlement (UE) 2024/3011 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024** relatif au transfert des procédures en matière pénale

ETRANGERS

• **Convention internationale** relative au Statut des Réfugiés, et Annexes, signées à Genève le **28 juillet 1951** et approuvées par la **loi du 26 juin 1953** (*Voyez CLC 2B, L. du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, art. 48 et s.*)

Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (extrait: art. 1er et art. 75-81/1) 943

FOOTBALL

Loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football 951

FRAIS DE JUSTICE

Arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive (extrait: art. 91 et art. 125) 963

Loi du 19 mars 2017 instituant un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne (extrait: art. 1 à 5 et art. 10) 965

Loi du 23 mars 2019 concernant les frais de justice en matière pénale et les frais assimilés et insérant un article 648 dans le Code d'instruction criminelle 967

GARDIENNAGE, SECURITE ET MILICES PRIVEES

Loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées	971
Loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière	973
Loi du 18 mai 2024 réglementant la recherche privée	999

IDENTIFICATION PAR ANALYSE ADN

Loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale	1019
• Arrêté royal du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale	

IMPOTS

Code des impôts sur les revenus 1992 , coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992 et confirmé par la loi du 12 juin 1992 (extrait: art. 444 à 463)	1027
--	------

INTERNEMENT

Loi du 5 mai 2014 relative à l'internement	1033
---	------

IVRESSE

Arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse	1059
--	------

JEUX DE HASARD

Loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs	1061
---	------

LANGUES EN MATIERE JUDICIAIRE

Loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire	1083
Directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales	1105

PEINES

Loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles	1107
• Loi du 17 mai 2006 instaurant des tribunaux de l'application des peines (<i>Voyez Code judiciaire, art. 80bis, 87 à 89, 186, 196bis à 196quater et 635</i>)	

PERQUISITION

Loi du 7 juin 1969 fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions, visites domiciliaires ou privations de liberté	1109
--	------

	Folio
POLICE ET SERVICES DE RENSEIGNEMENT	
Loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements et de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace (extrait: art. 1-3, 4-27bis, 52-55, 56-66bis, 67-68)	1111
Loi du 5 août 1992 sur la fonction de police	1121
Loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité	1157
Code de la démocratie locale et de la décentralisation , codifié par A. Gouv. w. du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux et confirmé par Décr. Rég. w. du 27 mai 2004 (extrait: art. L1113-1, L1122-19, L1122-30-L1122-33 et L1125-10)	1189
PRESSE	
Décret du 20 juillet 1831 sur la presse	1195
Loi du 7 avril 2005 relative à la protection des sources journalistes	1197
PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DROITS DE L'ENFANT	
Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (extrait: art. 1er-11 et 29-100bis)	1199
Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée à New York le 20 novembre 1989 et approuvée par la loi du 25 novembre 1991	1221
Loi du 1er mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction	1229
• Accord de coopération du 30 avril 2002 entre l'Etat fédéral, la Communauté germanophone, la Communauté française et la Communauté flamande relatif au centre fermé pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, approuvé par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 et par la loi du 13 mars 2003	
Ordonnance de la Commission communautaire commune du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse	1231
Décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse	1235
Ordonnance de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 16 mai 2019 relative à l'aide et à la protection de la jeunesse	1283
PROTECTION DE LA SOCIETE	
Loi du 29 février 2024 en vue d'insérer une mesure de sûreté pour la protection de la société	1299
PROTECTION DES INTERETS FINANCIERS DE L'UNION EUROPEENNE	
• Directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal	
Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen	1307
PROVOCATION	
Loi du 7 juillet 1875 contenant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes	1341

	Folio
Loi du 25 mars 1891 portant répression de la provocation à commettre des crimes ou des délits	1343
<i>RACISME ET LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION</i>	
Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie	1345
Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale	1355
Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination	1357
Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes	1369
Loi du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination	1383
<i>SAISIES ET CONFISCATION</i>	
Loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations	1385
Loi du 4 février 2018 contenant les missions et la composition de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation	1387
• Règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation • Directive (UE) 2024/1260 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 relative au recouvrement et à la confiscation d'avoirs	
<i>STATUT JURIDIQUE DU CONDAMNE</i>	
Loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus	1403
Loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine	1431
<i>SUBSTANCES VENENEUSES</i>	
Loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes	1471
• Décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport	
<i>SUSPENSION, SURSIS ET PROBATION</i>	
Loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation	1479
<i>TERRORISME</i>	
• Convention européenne pour la répression du terrorisme, faite à Strasbourg le 27 janvier 1977 et approuvée par la loi du 2 septembre 1985	

• Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, faite à New York le 15 décembre 1997 et approuvée par la loi du 26 avril 2005	
• Loi du 19 décembre 2003 relative aux infractions terroristes (<i>Voyez C. pén., art. 137-141ter; C. i. cr., Tit. prélim., art. 6 et 10ter; C. i. cr., art. 90ter</i>)	
• Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, faite à Varsovie le 16 mai 2005 , approuvée au nom de l'Union européenne par la Décision (UE) 2018/889 du Conseil du 4 juin 2018 et approuvée par la loi du 11 août 2017	
• Protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, fait à Riga le 22 octobre 2015 , approuvé au nom de l'Union européenne par la Décision (UE) 2018/890 du Conseil du 4 juin 2018 et approuvé par la loi du 7 avril 2023	
Règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne	1487
TORTURE	
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée à New York le 10 décembre 1984 et approuvée par la loi du 9 juin 1999	1497
VICTIMES D'ACTES DE VIOLENCE	
• Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, faite à Strasbourg le 24 novembre 1983 et approuvée par la loi du 19 février 2004	
Loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, chapitre III, sections 2-4 (extrait: art. 28-42septies-decies)	1503
VIE PRIVEE	
Loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (extrait: art. 122-133/1 et 145-150)	1517
• Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)	
• Directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil	
• Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (<i>Voyez CLC 1A "Droit civil - Droit judiciaire - Droit international privé", v° "Protection de la vie privée"</i>)	